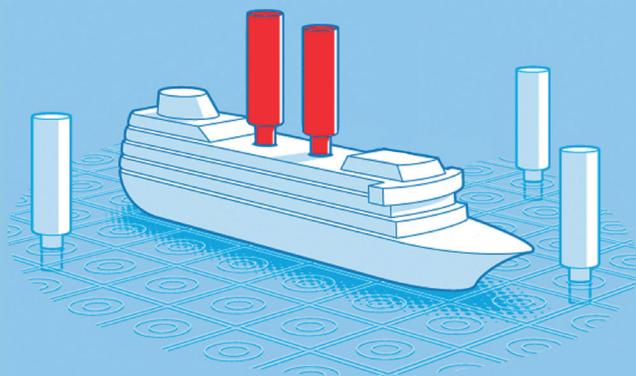


POSTES C4 : COULÉS !



28 Août 2014

FO
la force syndicale **DGFIP**

Le Jeudi 10 juillet 2014 matin s'est tenu le groupe de travail sur la GPEEC, présidé par M. Gardette – chef du service SPIB (Stratégie, Pilotage et Budget).

La délégation a réitéré sa demande d'un déroulement de carrière diversifié et attrayant pour les IDIV administratifs qui ne doivent pas être les oubliés de la défiliarisisation totale.

L'objet de ce GT était de présenter aux organisations syndicales les évolutions des emplois et des effectifs des grades d'IDIV à AGFIP et de leur « donner de la visibilité sur les parcours de carrière ». Par le seul effet démographique, et même sans évolution structurelle ni suppressions d'emplois, les niveaux de promotion annuels d'ici à 2019 seraient forcément inférieurs à ceux connus avant et depuis la fusion.

En conséquence, M. Gardette précise que la Direction Générale continuera les suppressions d'emplois de cadres supérieurs au rythme de 110 par an, s'inscrivant ainsi dans les restrictions budgétaires et la démarche stratégique.

F.O.-DGFIP réaffirme son opposition à la démarche stratégique

Dans ses propos liminaires, en réaffirmant son opposition à la démarche stratégique, la délégation **F.O.-DGFIP** a tenu à rappeler que la Direction Générale prend le problème à l'envers.

Il aurait fallu partir des besoins du réseau puis chiffrer ensuite le besoin en cadres. Il est d'ailleurs assez étonnant que l'administration nous présente des organigrammes directionnels livrés « clés en mains » alors même que les conséquences de la révision générale des missions de l'Etat ne sont pas connues.

Quant à cette GPEEC, **F.O.-DGFIP** partage le constat de son utilité mais dénonce sa dimension purement budgétaire, tout droit sortie de la démarche stratégique.

F.O.-DGFIP est également revenu sur le malaise des inspecteurs :

- ▶ comptables – souvent en sortie d'ENFIP - dont les postes C4 seront sacrifiés sur l'autel des restructurations annoncées,
- ▶ en direction, dont le sentiment de déclasserement au sein des DR/DDFIP est réel,
- ▶ adjoints en postes ou services.

Ce groupe de travail a abordé plus précisément : les états-majors des DRFIP/DDFIP, l'encadrement des BVG (Brigades de Vérifications Générales), le niveau de responsabilité des postes comptables et l'impact des redistributions d'indices des SPF.

Sur les états-majors des DRFIP/DDFIP, M. Gardette nous annonce la fin de l'organisation en 3 pôles : pilotages ressources, FF, GP) et l'instauration d'un N°1 entouré de deux adjoints, sauf dans les directions de 4^{ème} catégorie où il n'y en aura qu'un seul. Aucun AGFIP ne dirigera plus les missions Risques Audits (MRA).

F.O.-DGFIP aurait souhaité qu'une photographie avant/après d'une direction, catégorie par catégorie, nous soit présentée, permettant ainsi de mesurer les impacts en terme d'emplois et d'organisation fonctionnelle.

De plus, **F.O.-DGFIP** craint que les IDIV en direction ne soient réduits à la portion congrue et n'aient le

même sentiment de déclassement que celui actuellement vécu par les inspecteurs des Finances publiques.

L'encadrement des BVG va évoluer puisque environ 24 à 25 brigades parmi les plus petites auront à leur tête un IDIV CN. Il y aura dans le même temps 115 brigades à fort enjeu (Directions nationales, DIRCOFI notamment) avec des IDIV CN en qualité d'adjoints.

F.O.-DGFIP prend acte de cette évolution permettant à des collègues de la sphère contrôle fiscal - IFIP en promotion ou IDIV en mutation - de pouvoir postuler à ces emplois de chef de brigade ou d'adjoints. C'est aussi une reconnaissance pour les collègues IDIV qui assument déjà les fonctions de chef de brigade.

Les postes C4 variable d'ajustement des restructurations

Pour autant, **F.O.-DGFIP** ne saurait se satisfaire des propos rassurants de M. Gardette sur le volet formation. Si le fait d'être adjoint en brigade avant de passer n°1 dans une autre est formateur, il n'en demeure pas moins qu'une formation initiale de qualité doit être dispensée aux IFIP promus ou aux IDIV CN en mutation, dès lors qu'ils changent de fonctions.

Rappelons aussi qu'une des revendications fortes de **F.O.-DGFIP** est d'affecter les IDIV administratifs au poste et non plus à la RAN.

Sur le niveau de responsabilité des postes comptables, la Direction Générale s'engage à maintenir pendant 5 ans le nombre de postes C1, C2, C3 mais, bien évidemment, au détriment des 840 postes C4 qui deviennent une variable d'ajustement.

Les indices récupérés des SPF sont « cascades » sur tous les postes afin de maintenir – dit la Direction Générale – les carrières comptables et les niveaux de promotion nécessaires à ces carrières. Il est également envisagé de créer une catégorie

supplémentaires de postes comptables dits « C+ » au nombre d'une vingtaine.

A ce jour, 14 AFIP occupent des HEA et HEB alors qu'ils n'ont pas vocation à occuper ces emplois.

Ils ont, par contre, la possibilité d'être détachés sur des emplois de CSC de 1^{ère} catégorie (HEC). Ces postes transférés, qui seraient dénommés « C+ » et réservés aux AFIP, permettraient donc de libérer des HEA et HEB qui seraient ré-injectés dans les C1.

Malgré ces annonces, **F.O.-DGFIP** ne peut que déplorer la disparition programmée des IFIP comptables à la tête de postes C4. C'est une mauvaise manière de plus faite aux inspecteurs qui à terme ne pourront plus exercer les fonctions de comptable et une nouvelle entorse à une certaine idée du métier de comptable public à la DGFIP.

Sur les taux annuels de promotion, la Direction Générale annonce des recrutements d'IDIV CN sur les 5 prochaines années à hauteur de 330 à 350 (on était à 575 en 2012, 403 en 2013 et 363 cette année) et d'IDIV HC à hauteur de 230 à 250 (212 promotions en 2014).

En conclusion, **F.O.-DGFIP** condamne cette application méthodique de la démarche stratégique supprimant les emplois et restructurant à tout va. Notre organisation continuera d'exiger le niveau d'emplois nécessaire à l'exercice normal de toutes les missions de la DGFIP.



BULLETIN D'ADHESION



NOM : PRÉNOM :

N° DGI ou N° AGORA : ADRESSE MÈL :

GRADE : QUOTITÉ DE TEMPS DE TRAVAIL : %

AFFECTATION :
déclare adhérer au Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques (F.O. – DGFIP)

Fait à le
(signature)

→ 66 % de la cotisation syndicale fait l'objet d'un crédit d'impôt sur le revenu